ARRÊTÉ

DE TITULARISATION APRES DÉTACHEMENT POUR STAGE

DE M ..................................

*GRADE*

Le Maire *(ou le Président)* de …………..……,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le décret n°86-68 du 13 janvier 1986 relatif aux positions des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n°92-1194 du 4 novembre 1992, modifié, fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n°2006-1695 du 22 décembre 2006 portant dispositions statutaires communes applicables à divers cadres d’emplois de fonctionnaires de la catégorie A de la Fonction Publique Territoriale,

Ou

Vu le décret n°2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à divers cadres d’emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n°…………du ……………..portant statut particulier du cadre d'emplois des ……….,

Vu l'arrêté en date du ………… détachant M ……………. pour effectuer un stage en qualité de ………………. à compter du………………., et ce pour une durée de …………., et le *(la)* classant au …ème échelon du grade, avec un reliquat d’ancienneté de ………….,

*(Le cas échéant)*Vu l'arrêté en date du …………. portant avancement d’échelon de M........................, ……………. (*grade*), ….. échelon, IB …, à compter du .................,

Considérant que la période de stage de M …….……… est concluante,

**ARRÊTE**

ARTICLE 1 : A compter du ……, M …….……… est titularisé(e) dans le grade de ……………….…, sur un emploi à temps complet (*ou à temps non complet à raison de …… heures hebdomadaires*).

ARTICLE 2 : A la date précitée, M …….……… est classé(e) au …… échelon de son grade, Indice Brut ……, , avec une ancienneté de ……………

**ARTICLE 3** : Le Directeur Général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé(e), et dont ampliation sera transmise :

- au Président du Centre de Gestion,

- au Comptable de la Collectivité.

Fait à …………… le …………….,

Le Maire *(ou le Président)*,

Le Maire *(ou le Président)*,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif d’Orléans dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Notifié le ...................

Signature de l’agent :